

# Le moment Karp

*Essai politique pour une République technologique européenne*

— d'après Alexander C. Karp, *The Technological Republic* (2025) —

Avril 2026



## Liminaire

*Cet essai n'a pas l'ambition de clore un débat ; il cherche à l'ouvrir. Il n'est ni rapport officiel ni manifeste institutionnel, mais un essai au sens propre du terme — une tentative de pensée, soumise à la discussion publique. Son propos est simple : animer et éclairer la réflexion de tout un chacun, quels que soient sa profession ou son rapport personnel à la question numérique.*



## Prologue

Il y a des livres qui comptent parce qu'ils ont raison. Il en est d'autres qui comptent parce qu'ils obligent à penser ce qu'ils ignorent. *The Technological Republic : Hard Power, Soft Belief, and the Future of the West*, publié en février 2025 par Alexander C. Karp et Nicholas W. Zamiska, appartient à cette seconde famille.

On pourrait, en Europe, le tenir à distance. Son auteur dirige Palantir Technologies, société dont le nom seul a longtemps suffi, de Bruxelles à Berlin, à déclencher une rhétorique défensive. Et dont la pénétration des appareils régaliens européens s'est accélérée depuis : le 15 décembre 2025, Palantir annonçait le renouvellement pour trois ans de son contrat avec la Direction générale de la sécurité intérieure française ; le 25 mars 2025, la NATO Communications and Information Agency avait acquis, au terme d'une procédure en *sole source* de six mois — l'une des plus rapides de l'histoire de l'Alliance —, le Maven Smart System NATO, désormais déployé au SHAPE, à JFC Brunssum et, depuis avril 2026, à JFC Norfolk. Face à cela, on pourrait lire Karp à l'envers. On pourrait le démonter, le réfuter. Ce serait manquer l'occasion.

Au-delà de ses excès, de ses références parfois complaisantes à Leo Strauss et à Allan Bloom, au-delà surtout de sa fonction évidente de justification doctrinale pour une entreprise aux contrats régaliens discutés, l'ouvrage dit quelque chose que l'Europe ferait bien de s'approprier : une société ne préserve sa liberté qu'en cultivant ses vertus techniques, son alliance civique entre l'ingénieur et la cité, et son ambition propre.

Trois rapports européens de 2024 balisent le sol où cet essai tente de planter un nouveau repère. Celui d'Enrico Letta sur le marché intérieur, en avril. Celui de Mario Draghi sur la compétitivité, le

9 septembre, avec son avertissement devenu historique — sans investissement massif, une « lente agonie » attend l'Union. Celui, enfin, de Sauli Niinistö sur la préparation civile et militaire, le 30 octobre. Trop souvent lus isolément, ces trois textes dessinent, vus ensemble, un même diagnostic : sans souveraineté technologique, pas de compétitivité durable, pas de marché intégré, pas de résilience stratégique. Là où ces rapports s'arrêtent au descriptif institutionnel et économique, cet essai tente autre chose — remonter jusqu'à la question politique qu'ils laissent pendante : quelle forme républicaine prend une souveraineté technologique européenne ?

Le titre de ce texte annonce une méthode précise : ni réfutation, ni commentaire, mais *inspiration*. Comme Tocqueville rentrant de son Amérique pour éclairer la France — et Tocqueville parmi d'autres : Raymond Aron lisant les stratèges nucléaires américains, Michel Crozier rapportant les outils d'une sociologie de l'entreprise, plus près de nous Anu Bradford sur l'effet Bruxelles ou Shoshana Zuboff sur le capitalisme de surveillance — il s'agit de traverser le miroir karprien, et d'en revenir avec ce qui, dans la République technologique qu'il décrit, nous manque et pourrait être refondé, chez nous, sous d'autres auspices. Non pour imiter Palo Alto. Pour apprendre de Palo Alto ce que Palo Alto a appris, et qu'il nous faudra, à notre façon, apprendre à notre tour.



## **I. L'archétype — ce que Karp nous enseigne**

*The Technological Republic* tient en une thèse simple. L'Occident a décroché parce qu'il a laissé sa classe d'ingénieurs se détourner du projet commun. Le marché logiciel récompense désormais, écrivent Karp et Zamiska, un « engagement superficiel avec le potentiel de la technologie » ; les meilleurs esprits construisent des applications de partage de photos et des algorithmes publicitaires, devenant à leur insu les véhicules d'ambitions qui ne sont plus celles de la nation. Le constat est simple. Ses implications ne le sont pas.

Karp tire de ce diagnostic quatre propositions normatives — quatre piliers inspirants dont l'Europe aurait tort de faire l'économie au prétexte de leur origine.

### ***Pilier I — La vertu technique comme vertu civique***

On ne lit pas Karp longtemps sans être frappé par la récurrence d'un vocabulaire aristotélicien : *discipline, endurance, rigueur, ambition assumée, refus de la fragilité intellectuelle*. La thèse, sous le vernis, est presque éthique. Les sociétés d'ingénieurs sont aussi des sociétés morales ; un peuple qui tolère le travail bâclé, l'approximation célébrée, la complaisance érigée en éthique, se condamne technologiquement autant que civiquement. La République karprienne suppose, au fond, une anthropologie : elle tient parce que ses membres ont une certaine idée du métier bien fait.

L'Europe, ici, dispose paradoxalement d'une ressource qu'elle a sous-employée. Une tradition compagnonnique — des Mines de Paris à l'ETH Zürich, de Cambridge à Milan — où la vertu technique fut longtemps un pilier de la respectabilité civique. Karp nous rappelle, *a contrario*, que

cette tradition s'est érodée. Et qu'aucune République numérique ne se construira sans qu'on la restaure.

### ***Pilier II — L'alliance civique entre l'ingénieur et la cité***

La partie la plus neuve de l'ouvrage, à rebours des procès d'intention, est son plaidoyer pour un réengagement. La République technologique, disent les auteurs, n'est pas seulement un ensemble de capacités ; c'est un *contrat moral* entre ceux qui construisent et ceux qui gouvernent. Les auteurs remontent à J. C. R. Licklider, recruté en 1962 par l'ancêtre de la DARPA, dont les travaux sur la symbiose homme-machine furent financés par l'*U.S. Air Force* ; ils rappellent la proximité, et la confiance significative, qui liaient, dans l'immédiat après-Sputnik, les responsables politiques et les scientifiques. Ce modèle — ce que les historiens des sciences ont appelé le *complexe scientifico-politique* de la guerre froide — a constitué l'infrastructure invisible de la supériorité technologique américaine pendant un demi-siècle.

Ce modèle, l'Europe ne l'a jamais bâti vraiment. Gaia-X, lancé en 2019, devait esquisser une forme continentale du contrat ; il s'est dilué en compromis de gouvernance, avec cette ironie particulière que les acteurs concurrents du projet finirent par s'asseoir autour de sa table. La leçon karpienne est ici sans détour : ce qui fait une République technologique n'est pas un *écosystème*, c'est un *contrat*. Et aucun contrat n'existe sans deux signataires clairs — l'État et l'industrie stratégique — qui se reconnaissent mutuellement comme associés à un même projet.

### ***Pilier III — L'ingénieur-citoyen et son obligation affirmative***

La formulation karpienne est connue : l'élite d'ingénieurs a, écrit-il, une *affirmative obligation* de participer à la défense de la nation et à l'articulation d'un projet national. Le mot pèse. *Affirmative* : non tolérée, revendiquée. Positive, assumée. Karp y voit une obligation morale, que les ingénieurs de Google auraient, selon lui, violée en 2018 lorsqu'ils firent plier leur direction pour qu'elle se retire du projet Maven.

On peut diverger sur le cas d'espèce. On peut même voir, dans le geste des ingénieurs Google, une expression de la conscience professionnelle que Karp prétend promouvoir. La thèse générale, elle, mérite d'être prise au sérieux : une société qui considère que ses meilleurs ingénieurs n'ont aucune dette envers la cité qui les a formés — écoles publiques, universités publiques, infrastructures communes — se prépare à les perdre. Elle les perd d'abord symboliquement, comme classe civique ; puis matériellement, comme pipeline de talents exportés. C'est ce qui est arrivé à l'Europe. C'est ce qui a *déjà* eu lieu, avant même que Karp ne pose sa thèse.

### ***Pilier IV — Le paradigme Manhattan***

Le quatrième inspirant karpien est le plus immédiatement transposable : la référence explicite au projet Manhattan comme modèle d'orchestration nationale. Niall Ferguson, dans sa recension, parle d'« un manifeste vibrant pour un nouveau projet Manhattan pour l'ère de l'IA ». La formule est juste. Manhattan ne fut pas un *écosystème* : ce fut une décision souveraine, concentrée, financée

sans contrepartie de retour sur investissement trimestriel, conduite par une autorité civile déterminée et sanctuarisée budgétairement pendant plusieurs années. L'Europe, sur le papier, dispose d'instruments — Horizon Europe, *European Defence Fund*, *EU Chips Act*, ReArm Europe, SAFE, EIC, AI Factories et AI Gigafactories annoncées en 2025 — pour répliquer l'architecture. Elle n'en a pas encore, sous un même commandement politique, reproduit la *logique*.



## II. L'inspiration sans mimésis — pourquoi l'Europe ne peut pas être un Palantir continental

Tocqueville, en 1835, faisait observer qu'on pouvait apprendre de l'Amérique sans vouloir devenir américain. Le principe est élémentaire, et il trouve ici une acuité particulière. Karp propose une République technologique *américaine*. Cela ne signifie pas que l'Europe doive s'efforcer d'en bâtir la réplique. Cela signifie qu'elle doit bâtir la sienne, avec ses matériaux, ses institutions, ses finalités. Quatre différences structurelles doivent être tenues pour non négociables.

### ***Première différence : une République fédérative, non hégémonique***

La République karpienne a une ambition impériale. Elle veut préserver « l'ordre géopolitique précaire mais durable » bâti par l'Occident — ce qui, sous la plume de l'auteur, désigne d'abord la primauté américaine. Cette grammaire, longtemps implicite, a été explicitée par la doctrine Trump II depuis janvier 2025. La scène de J. D. Vance au Sommet d'Action sur l'IA à Paris (février 2025) dénonçant la régulation européenne. La « division du travail » annoncée par le Secrétaire à la Défense Pete Hegseth — Europe responsable de sa propre sécurité, États-Unis priorisant l'Asie. Le câble diplomatique du Secrétaire d'État Marco Rubio, en date du 18 février 2026, instruisant les représentants américains de combattre activement les législations étrangères de souveraineté des données. Le mémorandum présidentiel défendant les entreprises américaines contre « les pénalités injustes » imposées à l'étranger. Et la *National Security Strategy* qualifiant les organisations transnationales — l'Union européenne nommément incluse — de *sovereignty-sapping*, c'est-à-dire, mot à mot, « sapant la souveraineté ».

Ce qui, jusqu'en 2024, demeurait implicite est devenu manifeste. L'Europe n'est plus *junior partner* d'une alliance ; elle est, aux yeux de l'administration en place, variable d'ajustement d'un projet national étranger. La maxime prêtée au *deputy chief of staff* Stephen Miller — « we live in a world that is governed by strength, that is governed by force, that is governed by power » — résume le programme. C'est dans ce contexte, et non dans celui de 2024, que cet essai doit être reçu.

La République technologique européenne ne peut donc pas avoir l'ambition karpienne. Elle est, par nature, fédérative : coalition de vingt-sept États membres, articulée à une constellation d'alliés (Royaume-Uni, Norvège, Suisse, Ukraine demain), inscrite dans un ordre multilatéral qu'elle contribue à co-produire plutôt qu'à dominer. La République karpienne cherche la **suprématie** ; la

nôtre cherche l'**autonomie**. La nuance est cardinale. La suprématie est exclusive ; l'autonomie est compatible.

### ***Deuxième différence : un « hard power » insuffisant***

Le titre de Karp — *Hard Power, Soft Belief* — restreint le diagnostic à deux dimensions : la puissance matérielle, la croyance culturelle. Or le combat numérique contemporain se joue sur un troisième plan, dont la grammaire karpienne ne dispose pas. Appelons-le, faute de mieux, le plan **ontologique** — celui où se décide comment le réel est modélisé, nommé, catégorisé, représenté dans les systèmes d'information qui conduisent l'action publique.

Lorsque Palantir déploie Foundry — ou, à l'échelle de l'Alliance, MSS NATO —, ce ne sont pas seulement des données qui bougent. C'est une grammaire qui s'installe. Les catégories d'*entité*, de *relation*, de *signal faible*, de *menace*, une fois inscrites dans l'infrastructure logicielle régaliennne ou inter-alliée, deviennent plus difficiles à défaire que les données qu'elles structurent. Karp peut difficilement poser cette question, puisqu'il en est lui-même le principal fournisseur mondial. Elle s'impose, en revanche, à quiconque lit son livre depuis l'autre rive.

Le concept de **souveraineté représentationnelle** en est la réponse théorique adéquate : la capacité, pour une société politique, de maîtriser les grammaires qui structurent ses décisions. Il vient compléter, plutôt que remplacer, les notions déjà établies dans la littérature — *technological sovereignty* chez Paul Timmers, *digital strategic autonomy* dans les travaux de l'ECFR, *gouvernementalité algorithmique* chez Rouvroy et Berns, *epistemic sovereignty* dans les débats récents des *Science and Technology Studies*. Sa spécificité est de nommer la couche proprement ontologique — celle où se décident, dans l'infrastructure logicielle elle-même, les catégories du réel —, couche que les concepts voisins laissent souvent diluée dans la puissance matérielle ou la régulation juridique.

### ***Troisième différence : la polyphonie contre le monoculturalisme implicite***

Karp pense, au fond, dans les catégories d'une culture civique unifiée : américaine, anglophone, protestante sécularisée, d'inspiration straussienne. La République technologique européenne ne dispose pas de cette unité — et c'est une chance, non un handicap. Une République fondée sur vingt-quatre langues officielles, quatre grandes traditions juridiques (civiliste, *common law*, germanique, nordique), une pluralité de cultures industrielles (*Mittelstand* allemand, grandes écoles françaises, artisanat italien, intégration nordique) est, par construction, plus robuste face à une capture monolithique. Cette polyphonie — que Karp ne considère pas — est une *ressource stratégique*. À condition qu'elle soit orchestrée, et non laissée à son entropie spontanée.

### ***Quatrième différence : la nécessité d'une doctrine de repli***

Karp pense une République offensive, dont le projet est l'hégémonie. L'Europe, coalition démocratique sans visée hégémonique, doit penser une République *défensive* — au sens stratégique du terme, pas au sens timoré. Trois précédents récents suffisent à rendre la question concrète.

Premier cas. En 2025, à la demande de l'administration américaine, Microsoft suspendait le compte de messagerie du procureur en chef de la Cour pénale internationale, illustrant avec une clarté embarrassante l'usage possible d'une dépendance logicielle comme levier diplomatique.

Deuxième cas. En février 2026, le Land de Schleswig-Holstein annonçait le désengagement quasi complet des logiciels Microsoft dans son administration, à rebours d'une marche suivie depuis vingt ans par l'ensemble des administrations publiques allemandes. Le Ministre du Numérique du Land, Dirk Schrödter, l'a formulé sans emphase : la souveraineté de l'État ne se mesure plus seulement à sa force militaire ou à sa police, mais à sa capacité de décider seul de ses systèmes d'information.

Troisième cas — et c'est sans doute le plus vertigineux, parce qu'il se joue *à l'intérieur même* du complexe tech-défense américain. Le 27 février 2026, après l'échec de renégociations visant à lever les restrictions d'usage posées par Anthropic sur son modèle Claude — deux lignes rouges : refus de la surveillance domestique de masse, refus des systèmes d'armes pleinement autonomes sans intervention humaine —, le président Trump ordonnait à toutes les agences fédérales de cesser l'usage des produits de la société. Trois jours plus tard, le Département de la Guerre (le Pentagone venait d'être rebaptisé) désignait formellement Anthropic comme « risque de chaîne d'approvisionnement », première désignation de cette nature jamais appliquée à une entreprise américaine. Les tribunaux ont été saisis ; le 8 avril 2026, une cour d'appel de Washington confirmait l'exclusion des contrats de défense, tout en autorisant, sous condition, le maintien des activités civiles. L'ironie, chemin faisant, n'échappera à personne : Claude, que le même Département utilisait comme premier modèle d'IA de frontière homologué sur réseaux classifiés, avait été intégré à la *Palantir AI Platform* servant MSS. L'entreprise que Karp prend pour modèle moral — Anthropic a précisément tenté l'*affirmative obligation* karpienne, mais du côté des limites que l'ingénieur s'impose à lui-même — a été, en quelques jours, écartée du périmètre régalien de son propre pays.

On retiendra ceci : un fournisseur américain, fût-il considéré hier comme partenaire de premier rang, peut être retiré du périmètre en moins de quinze jours, sur fond de désaccord éthique avec son propre gouvernement. Ce n'est pas un cas isolé ; c'est un rappel structurel. *L'exit by design* ne se justifie pas seulement face à des adversaires lointains. Il se justifie face à l'imprévisibilité politique propre au système auquel on s'adosse. Rebascule documentée sous un horizon compatible avec la criticité de chaque système — quelques mois pour les systèmes régaliens critiques (C2, renseignement, traitement de données sensibles), plus longtemps pour les infrastructures administratives dont les migrations, chacun le sait, se comptent en années —, double-pile technologique maintenue, stockage de secours des dépendances critiques : ce vocabulaire d'ingénieur est désormais du vocabulaire politique.



### III. La couche que Karp ne voit pas — la souveraineté par paliers

Toute politique de souveraineté numérique suppose, pour être opérante, un langage gradué. La France en a lentement construit un, au fil de la dernière décennie, sous l’impulsion principale de ses acteurs industriels. L’architecture est aujourd’hui stabilisée autour de trois niveaux.

- **Niveau 1 — Le cloud de confiance.** Opéré en Europe, juridiquement localisé, mais pouvant être opéré par une filiale d’un acteur non-européen sous licence de marque et de technologie. La qualification SecNumCloud française en constitue l’étalon-or : Bleu (Capgemini–Orange–Microsoft), S3ns (Thales–Google). Protection contre l’extraterritorialité juridique : ambiguë à moyenne, selon les interprétations du Cloud Act et du FISA §702.
- **Niveau 2 — Le cloud européen.** Capital, gouvernance et opérations européennes. Siège social européen, actionnariat européen majoritaire, décisions stratégiques européennes. OVHcloud, Scaleway, IONOS, Aruba en constituent les représentants visibles. Protection extraterritoriale : forte, par absence de point d’attache juridique aux régimes de l’ordre américain.
- **Niveau 3 — Le cloud souverain *stricto sensu*.** Tout l’empilement technologique — de la silicone jusqu’à l’applicatif — libre de toute dépendance structurelle non-européenne, et qualifié pour les plus hauts niveaux de classification (diffusion restreinte, secret, secret-défense). Protection extraterritoriale : totale, *by design*.

Le débat public français, et de plus en plus européen, s’organise autour de cette triade. Elle a le mérite d’objectiver les enjeux et de fournir à la commande publique des catégories opérables. Les controverses contemporaines en fournissent la preuve, parfois à leurs dépens. La bataille autour de l’EUCS — *European Cybersecurity Certification Scheme for Cloud Services* — en est l’illustration la plus claire. Les exigences dites d’immunité aux juridictions non-européennes, cœur du débat sur l’assurance de niveau le plus élevé, ont été intégrées dans le projet de mai 2023, puis retirées dans la révision de mars 2024 sous la pression d’un groupe d’États-membres conduit par les Pays-Bas et l’Irlande. Elles restent au cœur de la discussion politique européenne, et pourraient revenir par la voie de la révision du *Cybersecurity Act* prévue en 2025-2026, ou d’une législation complémentaire. Cette bataille technique est, en réalité, la bataille politique du niveau 3 européen en miniature.

La triade a, par ailleurs, un défaut décisif : elle confond encore *protection* et *puissance*. Une échelle de souveraineté qui s’arrête au niveau 3 définit des forteresses ; elle ne définit pas d’arsenaux.

Un exemple concret le montre en direct. Le déploiement de MSS NATO — d’abord au SHAPE en avril 2025, puis à JFC Brunssum, enfin à JFC Norfolk en avril 2026, après l’*Industry Day* de novembre 2025 qui a intégré Safran.AI (France), Quantum Systems (Allemagne) et Hadean (Royaume-Uni) sur une pile AWS Stockholm — illustre précisément ce qu’un niveau 3 européen, à lui seul, ne saurait résoudre. Un niveau 3 européen permettrait d’héberger localement les données

traitées par MSS NATO. Un niveau 4 permettrait de produire l'ontologie sur laquelle elles sont lues. La différence n'est pas cosmétique. Elle décide qui définit, pour l'Alliance, ce qui compte comme menace, comme cible, comme entité.

Et l'on ne saurait parler d'IA de défense européenne en 2026 sans évoquer le théâtre où, depuis 2022, les briques européennes se valident en conditions réelles — c'est-à-dire dans la guerre — : l'Ukraine. Helsing y a livré des milliers de drones d'attaque HX-2. Quantum Systems y éprouve ses systèmes autonomes de reconnaissance. Baykar y maintient ses TB2. Saab et Mistral y articulent offres et retours d'expérience. L'Ukraine, dans cette affaire, n'est pas seulement un allié à soutenir : c'est le laboratoire grandeur nature où l'industrie européenne apprend, en quelques mois, ce que ses concurrents atlantiques ont mis des années à stabiliser. Il n'existe pas de raccourci vers un niveau 4. Il existe, en revanche, un champ de manœuvre qui en accélère la construction, pourvu que l'on consente à lire ses leçons.

Il faut donc nommer la marche suivante. Appelons-la, sans affectation : **Niveau 4 — Le cloud de puissance**. Il ne se définit pas par ce qu'il interdit (extraterritorialité juridique, ingérence), mais par ce qu'il permet : la capacité, pour un État ou une coalition d'États, de *produire et contrôler en propre la pile complète d'intelligence artificielle stratégique* — des semi-conducteurs aux modèles de fondation, des infrastructures de calcul aux ontologies métier, des outils de traitement aux interfaces décisionnelles.

Un cloud de niveau 4 n'est pas seulement *protégé* : il est *générateur*. Il ne sert pas à héberger la souveraineté d'autrui ; il sert à produire la nôtre. C'est la différence entre la **forteresse** et l'**arsenal**. La forteresse protège ce qu'elle contient. L'arsenal produit ce qu'il déploie. L'Europe dispose, à ce jour, de plusieurs forteresses en devenir. Elle ne dispose d'aucun arsenal intégré.

On objectera, à juste titre, que cette taxonomie ne vise pas seulement l'Amérique. Contre Huawei, Alibaba Cloud, DeepSeek, ByteDance et l'ensemble de la pile industrielle chinoise, la logique du niveau 4 opère à l'identique. Ce qui s'y joue n'est pas un camp contre un autre : c'est la capacité européenne à produire ses propres conditions de décision, face à toute hégémonie extérieure, dans un monde où la triangulation Europe–États-Unis–Chine est devenue la grammaire stratégique par défaut. Un niveau 4 européen n'est pas une forteresse *anti-américaine* : c'est un arsenal *pro-européen*. La distinction tient toute la différence.

L'ordre de grandeur doit être rapproché des références en circulation, avec la précaution de bien distinguer ce qui se compare. Le rapport Draghi chiffre à **800 milliards d'euros annuels** — environ 5 % du PIB de l'Union — l'ensemble des investissements supplémentaires requis pour sa trajectoire *générale* : numérique, énergie, défense, climat confondus. Le périmètre strictement numérique n'en représente qu'une fraction. L'initiative *EuroStack*, plus ciblée, articule le chiffrage adapté au domaine dont nous parlons : **300 milliards d'euros sur dix ans** pour l'infrastructure numérique souveraine du continent — c'est le bon repère pour penser le niveau 4. Pour comparer : les cinq principaux *hyperscalers* américains (Amazon, Microsoft, Alphabet, Meta, Oracle)

totaliseront à eux seuls, en 2026, entre 660 et 690 milliards de dollars de *capex* annuel — davantage que 2 % du PIB américain investi dans une seule décision industrielle. Accéder au niveau 4 n'est donc pas une impossibilité technique. C'est un choix politique différé.

Un niveau 4 intégré supposerait une coalition industrielle européenne nommée et coordonnée. On peut en esquisser la composition sans prétendre à l'exhaustivité : ASML pour la lithographie de pointe ; IMEC pour la recherche semi-conducteurs ; SiPearl (avec son processeur Rhea1) et Arm Neoverse pour les briques CPU ; Mistral AI — valorisée à près de 12 milliards d'euros depuis sa série C de septembre 2025, devenue hyperscaler intégré après l'acquisition de Koyeb et l'ouverture d'un campus de 1,2 milliard d'euros en Suède — pour les modèles de fondation généralistes ; Helsing pour l'IA de combat ; Aleph Alpha pour l'IA souveraine réglementée ; Black Forest Labs pour la génération multimodale ; Pasqal et Quandela pour le quantique ; OVHcloud et Scaleway pour l'infrastructure *cloud* ; Arianespace pour l'accès à l'orbite ; MBDA, Thales, Safran, Airbus Defence pour les briques système, effecteurs et C2. Aucun de ces acteurs, pris isolément, ne constitue un niveau 4. Tous, articulés par une doctrine politique claire et un maître d'œuvre désigné, en constitueraient l'amorce. L'Union dispose de la matière. Il lui manque la main qui ordonne.

Pour la France en particulier, la coordination d'un tel dispositif mettrait en tension, et en travail, cinq acteurs régaliens déjà constitués : la DGA côté capacitaire et doctrinal, l'ANSSI côté cybersécurité, Bpifrance et le SGPI côté financement stratégique, le COMCYBER côté opérationnel, la DINUM et le CNNum côté doctrine et transformation numérique de l'État. Les acronymes existent. Leur articulation, elle, reste à écrire. C'est peut-être le premier projet-nation français à redessiner — moins spectaculaire qu'un plan de relance, plus structurant qu'un discours de sommet, et plus durable que l'un et l'autre.

On notera — sans insister — que cette classification à quatre paliers circule désormais dans les milieux d'expertise français et bruxellois sans toujours être correctement attribuée. C'est le destin ordinaire des idées structurantes : elles se diffusent en perdant leur nom propre. Peu importe. Ce qui importe, c'est qu'elle soit dite, tenue, et que la politique industrielle européenne en tire les conséquences. ***La souveraineté numérique européenne ne se jouera pas à l'étage 3 ; elle se jouera au seuil du 4.***



## **IV. Fonder — les cinq principes républicains**

La République karpienne est, on l'a dit, un contrat moral. La République technologique européenne ne peut être moins. Elle suppose donc, au-delà des instruments, une doctrine. Cinq principes peuvent la fonder — cinq principes que l'on soumet, ici, plus à la délibération publique qu'à l'exécution immédiate.

### ***Le principe de vertu technique***

Une société qui tolère l'approximation dans ses infrastructures critiques accepte, *de facto*, sa dépendance. La vertu technique — rigueur, discipline, métier bien fait — n'est pas un supplément d'âme : c'est un pré-requis stratégique. Cela suppose, dans les formations d'ingénieurs comme dans l'administration, de restituer à la compétence technique sa dimension civique. Une République technologique repose, au fond, sur un art du travail. Cet art ne s'enseigne pas par décret.

### ***Le principe de l'alliance civique***

Une République technologique n'existe que si l'État reconnaît l'industrie stratégique comme co-constituante d'un projet commun, et si l'industrie accepte, en retour, des obligations qui ne se réduisent pas aux obligations commerciales. Ce double mouvement est aujourd'hui entravé par une méfiance réciproque que l'Europe a cultivée pendant trente ans. Le défaire suppose des lieux — conseils industriels stratégiques, commissions paritaires État-industrie — et une pratique régulière du dialogue doctrinal. Il suppose, surtout, de sortir de la logique *client-fournisseur* pour retrouver une logique de *co-producteurs*.

### ***Le principe de l'ingénieur-citoyen***

Une nation qui forme ses meilleurs ingénieurs aux frais de la collectivité, pour les voir s'employer ensuite majoritairement hors de la collectivité qui les a formés, subventionne la République technologique *d'un autre*. Le constat appelle non pas des mesures coercitives — impensables et contre-productives — mais un dispositif civique : réserve opérationnelle d'ingénieurs stratégiques, carrières publiques techniques compétitives, reconnaissance symbolique du service public numérique comme honneur, non comme pis-aller.

### ***Le principe de l'ambition concentrée***

Une République technologique se prouve dans sa capacité à désigner, périodiquement, des *projets-nation* — non des programmes saupoudrés, mais des concentrations de moyens, humains et financiers, orientées vers un objectif technologique explicite, dans un calendrier lisible. L'Europe dispose de suffisamment d'instruments pour porter trois ou quatre projets-nation par décennie. Il lui manque la décision politique de les porter, et le récit civique qui les légitimerait auprès de ses opinions.

Un an après sa publication, Mario Draghi lui-même le constatait, sans détour : **à peine 10 %** de ses recommandations avaient été pleinement mises en œuvre. Diagnostic riche, action rare — c'est le syndrome européen par excellence, et la première chose qu'une République technologique qui prétend exister doit savoir défaire. La formule qui circule depuis janvier 2026 dans les débats allemands condense la question mieux qu'un rapport : *digitale Kolonie oder souveräne Macht ?* — colonie numérique ou puissance souveraine ? Le choix, au plan politique, demeure ouvert. Il ne le restera pas longtemps.

### ***Le principe de la souveraineté par paliers***

La souveraineté n'est pas un état — protégé ou non — mais une *trajectoire*. Le passage du niveau 1 au niveau 2, puis du niveau 2 au niveau 3, puis du niveau 3 au niveau 4 ne se décrète pas. Il se construit, programme après programme, marché public après marché public, décision de bascule après décision de bascule. Une politique publique qui n'inscrit pas ses choix dans cette trajectoire se condamne à confondre, indéfiniment, la conformité et l'autonomie. De tous les principes énumérés ici, c'est sans doute celui dont l'Europe a le plus besoin aujourd'hui : la patience méthodique d'un État qui sait ce qu'il veut, et s'y tient.



## **V. Conclusion — la République que Karp ne peut pas écrire**

Il reste, au terme de ce parcours, à mesurer ce que Karp offre — et ce qu'il ne peut offrir.

Il offre une chose rare : la preuve qu'on peut écrire aujourd'hui, depuis Palo Alto, un traité politique assumé sur la vocation civique de la technologie. Cette preuve, à elle seule, devrait rouvrir en Europe un débat trop longtemps confié à ses régulateurs. Une République technologique ne se pense pas en directives ; elle se pense en doctrine. Karp nous rappelle que cette doctrine peut être à la fois savante, politique et publique.

Il ne peut en revanche pas écrire la République dont l'Europe a besoin. Pour deux raisons, et peut-être trois.

*Première raison.* Sa République est fondamentalement hégémonique, et la nôtre ne peut être que fédérative. Ce qu'il théorise comme *projet national*, nous ne pouvons le penser que comme *projet continental* — avec ce que cela comporte d'orchestrations lentes, de compromis institutionnels, de polyphonie assumée. L'évolution de la relation transatlantique depuis 2025 rend cette différenciation non seulement philosophique mais opérationnelle : il ne s'agit plus de nous distinguer par élégance. Il s'agit de nous distinguer pour subsister.

*Deuxième raison.* Sa République ne dispose d'aucune grammaire pour penser la couche ontologique — la souveraineté représentationnelle, le verrouillage par les ontologies logicielles, la capture silencieuse qui s'installe en contournant toute décision explicite. Palantir est un producteur central de cette couche. Karp ne peut, par construction, la théoriser que par son envers.

*Troisième raison, peut-être.* Une République qui confond la force et la puissance, la vertu et l'ordre, l'ingénieur et le soldat, manque la nuance constitutive des démocraties européennes. Ce que Karp laisse filer, c'est à la fois ce qu'Aristote appelle la ***phronésis*** — la prudence comme vertu pratique du jugement — et ce que Bernard Stiegler théorise comme la résistance à la ***prolétarisation*** du savoir : la capacité non-substituable du jugement technique à ne pas être dissoute dans

l'automatisation totale. L'une et l'autre sont le cœur de ce qu'une République technologique démocratique doit protéger. Où Palantir installe l'automatisation jusque dans le discernement, la République technologique européenne doit tenir une ligne claire — la décision régaliennne demeure un jugement humain, outillé par l'algorithme mais jamais déléguée à lui. Ajoutons, puisque l'actualité l'illustre : quand un éditeur d'IA tente précisément de préserver cette ligne, il est écarté. La République technologique que Karp décrit ne tolère, au fond, qu'un seul type d'ingénieur vertueux. Le nôtre doit en tolérer plusieurs.

Il nous appartient donc d'écrire ce que Karp ne peut pas écrire. Pas *contre* lui : *avec* lui, jusqu'où il peut nous accompagner, et *au-delà* de lui, là où la grammaire américaine de l'hégémonie s'arrête et où commence la grammaire européenne de l'autonomie.

### *Une République. Technologique. Et européenne.*



#### **Post-scriptum — note de méthode**

Cet essai relève d'un genre singulier : celui de l'inspiration critique entre rives de l'Atlantique. Tocqueville en est le modèle historique ; il n'est pas le seul. On pourrait, *mutatis mutandis*, invoquer Raymond Aron lisant les stratèges nucléaires américains pour penser une dissuasion française, Michel Crozier rapportant des États-Unis les outils d'une sociologie de l'entreprise à la française, ou plus près de nous Anu Bradford sur l'« effet Bruxelles » et Shoshana Zuboff sur le capitalisme de surveillance. Dans tous les cas, l'exercice suppose une disposition précise : admettre qu'un texte étranger peut éclairer notre situation propre, à condition qu'on le lise *depuis* notre situation, non dans celle de son auteur. Ce principe — élémentaire en théorie, rare en pratique — est la condition sans laquelle l'inspiration dégénère en mimétisme, et la souveraineté intellectuelle en provincialisme inversé.

Il faut, enfin, accepter que les contradictions de Karp soient aussi éclairantes que ses thèses. L'homme, docteur en théorie sociale de Francfort sous Habermas avant la brouille, se dit socialiste et a voté Clinton ; sa société est le sous-traitant le plus visible de l'appareil de défense américain sous l'administration Trump II. Ses chapitres courts, hérissés de citations de Goethe, de Strauss et d'Aristote, ont été diversement qualifiés par la critique — « pas moins ambitieux qu'un traité de théorie politique » (*Wall Street Journal*) ou « à mi-chemin entre *company lore*, jérémiade et homélie » (*The New Yorker*). Peu importe. Les textes stratégiques ne se lisent pas pour leur cohérence auctoriale, mais pour leur utilité pratique. Celui-ci, bien travaillé, dit assez.

Une dernière précaution, par honnêteté méthodologique. L'auteur de cet essai est français ; il a donc pensé, inévitablement, depuis cette rive. Plusieurs références théoriques mobilisées — Stiegler, Crozier, Aron, Rouvroy-Berns — sont françaises ; plusieurs acronymes régaliens cités aussi. Que ce texte vaille comme proposition européenne, plutôt que comme exportation française

déguisée, dépendra moins de ses intentions que de sa réception par ses lecteurs du continent. L'invitation est ici faite, explicitement, aux voix allemandes, néerlandaises, nordiques, italiennes, espagnoles, polonaises : amender, récuser, prolonger. La République technologique européenne ne se pensera qu'à plusieurs.



## Références

### Ouvrage étudié

Karp, Alexander C., Zamiska, Nicholas W., *The Technological Republic : Hard Power, Soft Belief, and the Future of the West*, New York, Crown Currency, 18 février 2025.

### Sources théoriques et philosophiques

Tocqueville, Alexis de, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Gosselin, 1835-1840.

Aron, Raymond, *Le Grand Débat. Initiation à la stratégie atomique*, Paris, Calmann-Lévy, 1963.

Crozier, Michel, *Le Phénomène bureaucratique*, Paris, Seuil, 1963 ; et *On ne change pas la société par décret*, Paris, Grasset, 1979.

Arendt, Hannah, *The Human Condition*, Chicago, University of Chicago Press, 1958.

Habermas, Jürgen, *Theorie des kommunikativen Handelns*, Francfort, Suhrkamp, 1981.

Bloom, Allan, *The Closing of the American Mind*, New York, Simon & Schuster, 1987.

Stiegler, Bernard, *La technique et le temps*, 3 vol., Paris, Galilée, 1994-2001 ; et *Pour une nouvelle critique de l'économie politique*, Paris, Galilée, 2009 (pour le concept de prolétarisation).

Rouvroy, Antoinette, Berns, Thomas, « Gouvernementalité algorithmique et perspectives d'émancipation », *Réseaux*, n° 177, 2013.

Mazzucato, Mariana, *The Entrepreneurial State*, Londres, Anthem Press, 2013.

Hall, Peter A., Soskice, David, *Varieties of Capitalism*, Oxford, Oxford University Press, 2001.

Bradford, Anu, *The Brussels Effect : How the European Union Rules the World*, Oxford, Oxford University Press, 2020 ; *Digital Empires*, 2023.

Zuboff, Shoshana, *The Age of Surveillance Capitalism*, New York, PublicAffairs, 2019.

Timmers, Paul, divers articles sur la *technological sovereignty* (Oxford Internet Institute, 2019-2024).

### Rapports européens de référence (2024)

Letta, Enrico, *Much More Than a Market — Speed, Security, Solidarity*, rapport au Conseil européen, avril 2024.

Draghi, Mario, *The Future of European Competitiveness* (Part A et Part B), Commission européenne, 9 septembre 2024. Part A, p. 1 sur le « défi existentiel », p. 59 sur l'estimation de 800 Md€ annuels ( $\approx 5\%$  du PIB de l'Union, toutes trajectoires confondues). Voir également les commentaires publics de l'auteur un an après publication sur la faiblesse du taux de mise en œuvre ( $\sim 10\%$ ) — notamment dans la synthèse de l'Österreichische Gesellschaft für Europapolitik, *Implementing the Draghi Report*, 2025.

Niinistö, Sauli, *Safer Together — Strengthening Europe's Civilian and Military Preparedness and Readiness*, Commission européenne, 30 octobre 2024 ; présenté devant le Parlement européen le 14 novembre 2024.

### **Recensions et textes critiques de Karp**

Will, George F., recension de *The Technological Republic*, *The Washington Post*, 2025.

Ferguson, Niall, « A stirring manifesto for a new Manhattan Project for the AI Age », 2025.

*The New Yorker* ; *Wall Street Journal* ; *Financial Times* ; *Wired* ; *Times Literary Supplement* ; *Quillette* : recensions, février-avril 2025.

### **Relation transatlantique et doctrine Trump II (2025-2026)**

Sloat, Amanda, « How Europe Can Find Its Strength in 2026 », *Time*, mars 2026.

Carnegie Endowment for International Peace, « What Can the EU Do About Trump 2.0 ? », 12 février 2026.

CSIS, *The Transatlantic Alliance in the Age of Trump : The Coming Collisions*, 2025 (Parts I et II).

CEPR / VoxEU, « The Second Trump Administration : Consequences for the 'Rest of Us' », 8 décembre 2025.

ECPS, Alcaro, Riccardo, « Right-wing Nationalism, Trump and the Future of US–European Relations », 20 janvier 2026.

Heritage Foundation, « Donald Trump Enters 2026 as the Real Leader of Europe », 2026 (à lire *a contrario*).

« Trump Administration Pushes Diplomats to Fight Data Sovereignty Laws », *Modern Diplomacy* / *Reuters*, 25 février 2026 (câble Rubio du 18 février).

CNN Business, « Trump administration's vision of US tech dominance is colliding with Europe », 12 janvier 2026.

### **Palantir, MSS NATO, DGS**

SHAPE / NCIA, « NATO acquires AI-enabled Warfighting System », 14 avril 2025 (acquisition finalisée le 25 mars 2025).

DefenseScoop, « NATO inks deal with Palantir for Maven AI system », avril 2025.

Breaking Defense, « NATO picks Palantir's Maven AI for military planning, amid trans-Atlantic tension », 14 avril 2025.

Janes, « NATO agrees sole-source procurement of Palantir's Maven », 23 avril 2025 ; « NATO's JFC Norfolk to receive Palantir's Maven Smart System by end of May », mars 2026.

Palantir Blog, « Maven Smart System : Innovating for the Alliance », mars 2026 (retour sur l'*Industry Day* de novembre 2025 — Safran.AI, Quantum Systems, Hadean).

Joint Warfare Centre (NATO), « JWC Integrate Maven », août 2025 — exercices STEADFAST DETERRENCE 2025 et STEADFAST DUEL 2025.

Opex News, « La DGSI renouvelle son contrat avec Palantir pour trois ans », 15 décembre 2025.

*Front Populaire*, « Faute de solution souveraine, la DGSI résigne avec l'Américain Palantir », 15 décembre 2025.

Archimag, « Souveraineté numérique : qui sont nos champions français ? », 26 mars 2026.

### **Anthropic — désignation de supply chain risk (février-avril 2026)**

CNBC, « Anthropic officially told by DOD that it's a supply chain risk even as Claude used in Iran », 5 mars 2026.

Mayer Brown, « Pentagon Designates Anthropic a Supply Chain Risk — What Government Contractors Need to Know », mars 2026 ; « Anthropic Supply Chain Risk Designation Takes Effect — Latest Developments and Next Steps for Government Contractors », 2026.

TechCrunch, « Anthropic sues Defense Department over supply-chain risk designation », 9 mars 2026.

CNBC, « Anthropic loses appeals court bid to temporarily block Pentagon blacklisting », 8 avril 2026.

Anthropic, « Where things stand with the Department of War », communication officielle, 5 mars 2026.

### **EUCS et souveraineté cloud européenne**

ENISA, *EUCS – Cloud Services Scheme*, projets successifs de décembre 2020 à mars 2024.

EUISS (European Union Institute for Security Studies), « Technical is political : When a cloud certification scheme divides Europe », novembre 2025.

Centre for European Policy (cep), « EU Cloud Certification at an Impasse », cepInput 8/2025, 25 avril 2025.

European DIGITAL SME Alliance, « Changes to the EU Cloud Services Cybersecurity Certification Scheme put EU citizens' data at risk », 2024.

ASD (AeroSpace and Defence Industries Association of Europe), position paper sur la révision du CSA, 2025.

### **Écosystème industriel européen et laboratoire ukrainien**

Tech.eu, « Europe's AI ecosystem : Rapid growth and rising global ambitions », 4 novembre 2025.

*L'Usine Digitale*, « De retour aux manettes d'OVHcloud, Octave Klabka mise sur l'IA, le quantique et SecNumCloud pour devenir leader européen », 20 novembre 2025.

*Euro Tech* (podcast), « The Apply AI Strategy. Mistral AI. SiPearl. Isar Aerospace. Aleph Alpha. Helsing », 27 février 2026 (acquisition de Koyeb, campus suédois de 1,2 Md€, Quantonation II).

Sifted, « Mistral AI pitches for defence contracts with European governments », 11 février 2025 (partenariat Mistral–Helsing annoncé au Sommet d'Action de Paris).

Sur Helsing, Quantum Systems, Baykar et le théâtre ukrainien : revue de presse ouverte, 2022-2026 (RUSI, IISS, CNAS, *Defense News*, *Shephard*).

### **EuroStack et débats allemands et autrichiens**

Bria, Francesca, et al., *EuroStack — A European Alternative for Digital Sovereignty*, rapport de la Bertelsmann Stiftung présenté au Parlement européen, 24 septembre 2024 (chiffrage : 300 Md€ sur 10 ans).

Netzpolitik.org, « Digitale Souveränität und EuroStack : Wie kann Europa digital unabhängiger werden ? », 12 avril 2025.

*ta3*, « Plan zur Tech-Unabhängigkeit : Wie die EU wieder digital souverän werden soll », 3 septembre 2025.

ZDFheute, « Sorge vor US-Sanktionen : Wie Europas Behörden digitale Alternativen suchen », 7 février 2026 (éviction Microsoft en Schleswig-Holstein).

Gesellschaft für Informatik e. V., « *Digitale Kolonie oder souveräne Macht ? Warum Europa US-Tech-Monopole aus öffentlichen Aufträgen von kritischer Infrastruktur ausschließen muss* », 21 janvier 2026.

Bertelsmann Stiftung / NKCS, « Eurostack für Europas digitale Souveränität », *Security-Insider*, 17 novembre 2025.

### **Ordres de grandeur — investissement des hyperscalers**

Goldman Sachs Research, « Why AI Companies May Invest More than \$500 Billion in 2026 », 18 décembre 2025.

CreditSights, « Technology : Hyperscaler Capex 2026 Estimates », novembre 2025.

Futurum Group, « AI Capex 2026 : The \$690B Infrastructure Sprint », 12 février 2026.

Morningstar, « AI Arms Race : How Tech's Capital Surge Will Reshape the Investment Landscape in 2026 », 12 décembre 2025.